

Arrondissement de Brignoles

MAIRIE
LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25

2019/021



PERIL **IMMINENT**

N°2019/21

Nous, Bernard SAULNIER, agissant en qualité de Maire de la Commune du Val ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2212-2,

Vu l'article L 511-3, du code de la construction et de l'habitation,

Vu le courrier en date du 12/12/2018 de Madame AGGOUNE Faba dénonçant les risques d'effondrement d'une partie de l'escalier et de son appartement.

Vu le rapport N° 16/2018 en date du 14/12/2018 effectué par la Police Municipale de LE VAL-83143 et transmis à l'ARS, concernant les désordres constatés sur la structure de l'escalier et de l'appartement de Mme AGGOUNE Faba 07 rue République, Parcelle N° 448 section F 83143 LE VAL.

Vu le rapport dressé par Monsieur BERGEOT Romain spécialiste charpentes et structures métalliques de la société ARCALIA (Groupe bureau VERITAS), expert, en date du 30 janvier 2019 sur notre demande.

Considérant qu'au regard du contrat de location signé le 17 avril 2013 Monsieur CHALON Claude apparaît comme bailleur de l'appartement situé au dernier étage du 7 rue République 83143-LE VAL

Considérant qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité et la salubrité publique, laquelle est gravement menacée par l'état de l'escalier et une partie de l'appartement occupé par Madame AGGOUNE Faba, du 7 rue République « section F 448 » 83143 LE VAL, **propriétaire SCI MARCHAVAL représenté par Monsieur CHALON Claude**

Considérant qu'il ressort du rapport sus visé de la société ARCALLIA - VERITAS, que sans prises de mesures immédiates de consolidations, la partie de l'appartement objet du présent arrêté qui reçoit la salle de bains ainsi que la partie haute de l'escalier, menace à tout moment de s'effondrer, constitue une menace directe pour le locataire occupant.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur le Maire de LE VAL, décide de faire cesser le péril résultant de l'état dudit immeuble et de prendre toutes mesures provisoires pour garantir la sécurité et la salubrité publique des occupants de l'appartement situé au dernier étage de l'immeuble et qu'à ce titre il fait le constat d'un péril imminent.

ARTICLE 2 : A compter de la signature du présent arrêté :

- Toute occupation de l'appartement en question est interdite.
- Tout accès se fera sur demande adressée à la police municipale

ARTICLE 3 : Conformément à la réglementation en vigueur, le bailleur est enjoint de procéder immédiatement et à ses frais exclusifs au relogement de l'actuel occupant.

ARTICLE 4 : Liste des travaux à prendre en urgence au regard de l'expertise menée

- Faire cesser les infiltrations d'eau provenant de la douche. (aucune trappe de visite)
- Solidifier le plancher de la salle de bains.
- Renforcer le pilier central en mauvais état qui soutient le plancher et l'escalier.

2019/021

ARTICLE 5 : L'accès du niveau R+2 au R+3 est interdit sous réserve de la mise en place de moyens de sécurités adaptés. Il en est de même pour le local technique du rez de chaussée sous réserve des mêmes dispositions.

ARTICLE 6 : Le Procès-verbal de notification du présent arrêté sera affiché par un agent assermenté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours prend effet à compter du jour de la notification et de son affichage.

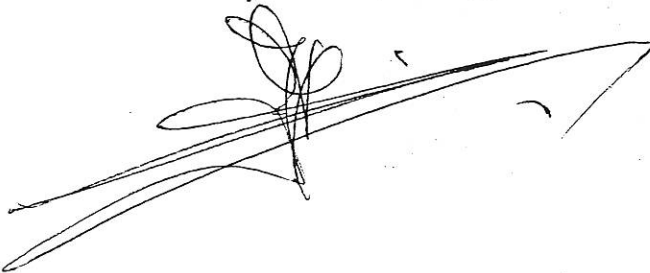
ARTICLE 8 : Le présent arrêté sera transmis à monsieur le sous-préfet de Brignoles, aux services de secours et de gendarmerie, à la direction départementale de l'agence régionale de la santé, à monsieur le directeur général des services et à monsieur le responsable de la police municipale qui sont chacun chargés en ce qui les concerne de son application

Madame eHapou

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 31/01/2019



Fait au Val, le 31/01/2019

Le Maire

Bernard SAULNIER

